



Adresse à nos syndicats qui se trompent d'échelle

Les revendications catégorielles faisant l'objet de pétitions de soutien montrent une atomisation des luttes. Chaque domaine de l'éducation étant touché par le processus de destruction programmée du système, les réactions se font au coup par coup, selon les intérêts menacés des uns et des autres.

Nous avons vu défiler au fil des mois, des appels pour soutenir les horaires de français, les lettres anciennes, les TPE, l'EPS, l'Art à l'école, les sciences économiques et sociales.... en attendant les protestations contre la liquidation des programmes d'histoire et de géographie et autres accessoires culturels, puisque à terme il s'agit ni plus ni moins de n'enseigner que ce qui sera nécessaire à former des citoyens employables et rentables : la langue maternelle (un peu), les maths (pas mal), une ou plusieurs langues étrangères (de préférence celles du business...), les techniques de l'information et de la communication, les sciences.

Ce programme est déjà expérimenté en Italie. À l'horizon 2010, il s'agit de démontrer que ce qui est en place n'est pas efficace et que, par conséquent, il faut le RÉFORMER.

En parallèle, sur fond de liquidation des acquis sociaux, viennent se greffer des revendications salariales et statutaires légitimes.

Pour les porter, les syndicats se mobilisent en ordre dispersé, proposant des actions éclatées qui ne mènent à rien, même si elles donnent l'impression que l'on maintient la pression.

Car que constate-t-on ?

L'interlocuteur des syndicats, Ministre de la Fonction publique, affirme que l'on a largement surestimé la capacité de mobilisation de "l'adversaire". Il a bien raison en l'état actuel des choses.

Des assertions inqualifiables concernant les fonctionnaires restent sans réponse collective.

Les représentants des grandes centrales continuent à "négocier" comme si de rien n'était...

Or qu'y a-t-il à négocier ?

Il serait temps de se dire que batailler pour des pourcentages n'a aucun sens si l'on ne tient pas compte de l'état des lieux à un niveau plus général.

Comment peut-on passer sous silence ce qui se prépare au niveau européen, mondial, même, et qui va amener à terme la liquidation pure et simple du secteur public ?

Que des syndicats concurrents continuent à endormir leurs adhérents en leur faisant croire que les maigres avancées arrachées, fut-ce au détriment d'autres catégories, sont une preuve de pugnacité est tout simplement inadmissible.

Le danger n'est pas de voir certaines catégories de fonctionnaires moins bien loties que d'autres, ni même de voir les fonctionnaires craindre pour leur emploi stable ou précaire.

Le danger est d'assister à la liquidation des services publics parce que nous n'aurons pas su à temps nous fédérer pour porter une seule et unique revendication : leur maintien sans discussion hors du domaine de la concurrence.

Que l'on ne nous dise pas que c'est impossible : il suffirait de constitutionnaliser le principe (comme c'est déjà le cas pour l'eau en Uruguay) et de refuser le texte européen qui prépare la voie à une libéralisation massive.

Ainsi, ce ne sont pas seulement des revendications catégorielles que nous devons porter, mais le droit pour chaque individu (qu'il soit ou non fonctionnaire !), d'avoir accès au minimum de services non marchands : l'éducation, la culture, la santé, la protection sociale..... la liste n'est pas exhaustive.

Dans une éducation nationale préservée, aux objectifs définis en fonction des besoins des individus et non des entreprises, il sera alors bien temps de chercher à revaloriser une profession à qui malgré tout "les français font confiance" comme le dit si bien M. le Ministre. Mais pour lui, il s'agit d'un "problème".... On croit rêver !

Syndicats : l'heure est à l'unité, pas seulement dans les mots, mais dans les actions !

Nous voulons un front uni de négociations et non des menées de chapelles concurrentes !